

Société:

## Pépévi, la fleur vite fanée de Totsi P 5

*Le Libéral exprime sa compassion et sa solidarité au confrère Noël TADEGNON de l'agence Reuters qui aurait été pris à parti par les forces de l'ordre alors qu'il couvrait une manifestation du collectif sauvons le Togo le 27 avril 2012. Le Libéral se félicite des mesures prises par le conseil des ministres pour éviter des incidents similaires à l'avenir.*

## Vers une crise dans les transports routiers P 5 Le prochain congrès électif de l'UNATROT boudé par des délégations



LE

# LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 070 Mercredi 02 mai 2012 - 250 F CFA / Etranger 1€

### Editorial

## Les journalistes, une espèce très protégée

Malmenée, violente, la presse qui est le souffre douleur des régimes autoritaires sous tous les cieux a fini par faire figure d'espèce protégée. Les abus dont elle est ou dont elle a été victime dans l'histoire font qu'elle jouit aujourd'hui d'un statut tout à fait particulier. A l'ère d'Internet, toucher au cheveu d'un journaliste fait très facilement la une à travers le monde. C'est l'arme de dissuasion du journaliste qui apparaît comme un combattant aux mains nues face aux forces de l'ordre qui exercent un autre type de métier tout aussi exigeant sans être à l'abri de l'erreur d'appréciation. Si l'erreur est pardonnable, le zèle et l'ignorance le sont beaucoup moins. Or c'est bien par zèle et par ignorance que les forces de l'ordre retirent appareils photos cameras et autres sur le champ des manifestations car un journaliste qui prend des photos ou des images en public fait simplement son travail et la loi l'y autorise. Dans ces conditions il faut toujours réfléchir par deux fois avant de s'en prendre aux journalistes car les espèces protégées ont ceci de particulier qu'elles peuvent facilement vous pousser à la faute. Que ceux qui ont des oreilles entendent. ■

La Rédaction



© Photo Le Libéral

## Fête du 1er mai Les revendications sociales toujours au rendez-vous P 3

Discours du 27 avril  
**Le chef de l'Etat sort des sentiers battus**

P 3

**L'ombre du nouveau parti UNIR plane sur le 21e Anniversaire du CAR de Me AGBOYIBO**

P 6

**Civisme**

La déclaration de naissance : un devoir civique P 2



**PRESSING**  
*du Golfe*

**PRESSING DU GOLFE**



*Vous apporte une réponse précise à vos besoins spécifiques en matière de Pressing, Blanchisserie, Entretien de Maisons et Bureaux*

*Déjà opérationnel !!!*





**Le propre de l'Excellence**

Bd. AKEI, Quartier Novissi Tél. : (+228) 22 61 95 55 / Fax : (+228) 22 61 95 56 / Cel. (+228) 91 04 79 61  
01 BP 4729 LOME - TOGO E-mail : info@pressingdugolfe.com www.pressingdugolfe.com

## Civisme La déclaration de naissance : un devoir civique

L'acte de naissance est le premier mode de constatation de l'état d'une personne et qui permet d'en faire la preuve suite à la déclaration de naissance. A en croire M. SEDJRO, responsable de l'état civil d'Agoè, l'acte de naissance est le premier acte juridique qui confère la personnalité à une personne, mais malheureusement il parfois négligé par certains citoyens. Conséquence, une frange de la nouvelle génération et surtout bon nombre de nouveau-nés sont encore dépourvus de l'acte de naissance, hypothéquant ainsi leur chance à l'éducation et donc à un travail décent et aux avantages liés à l'acte de naissance. Ce malheureux fléau ne peut pourtant être attribué à l'article 18 de la loi du 06 juin 2009 relative à la réforme de l'état civil qui dispose sans ambiguïté que « la déclaration de naissance est obligatoire. Elle est faite dans les quarante cinq (45) jours qui suivent la naissance de l'enfant au centre d'état civil du lieu de naissance ou dans les représentations diplomatiques ou consulaires du Togo, si la naissance survient à l'étranger ». Elle incombe à l'un des parents de l'enfant, à une personne autorisée ou au médecin. Après ce délai, le déclarant est dans l'obligation

d'établir un jugement supplétif au tribunal de première instance territorialement compétent, procédure éteinte qui doit être suivie d'une transcription à l'état civil avant que l'acte n'emporte les mêmes effets qu'un acte de naissance. L'obtention de l'acte de naissance est d'une importance capitale en ce sens qu'elle constitue la base même de la personnalité juridique ; elle donne droit à l'instruction et aux diplômes d'Etat, aux autres actes et certifications de constatation de l'état de la personne comme le certificat de nationalité, la carte d'identité nationale, ... Bref, elle emporte beaucoup de juteux avantages. C'est donc l'opportunité de rappeler à tous la nécessité d'établir un acte de naissance pour nos enfants d'autant plus que depuis janvier 2012, une campagne gratuite de déclaration de naissance est lancée dans tous les états civils du pays par nos autorités et court toujours. Faisons l'effort de nous déplacer pour aller déclarer nos enfants dans les délais, c'est leur avenir que nous assurons, c'est nous qui en sortirons gagnants.■

**Démocrate K.**

## Micro à l'Envers

*Les confrères se prononcent sur l'actualité*



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

**Directeur de la Publication**  
Fabrice P. Dariworé

**Comité de Rédaction**  
Schmidt EZA  
BRHOOM Kwamé  
Dieudonné ESSOHANAM  
Sémy MAREKA  
Magloire A.  
Wilfried Ted  
**Correcteur**  
S. Didier

**Infographie**  
Raphaël AHIABLE

**Adresse**  
Route de Mission Tové, non loin du  
Petit Séminaire, Agoè  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 41 92 91  
13 BP 152 Lomé-TOGO  
**Imprimerie**  
La Colombe  
**Tirage**  
2000 exemplaires

## Sujet de la semaine: «La presse togolaise a-t-elle un problème selon vous?»

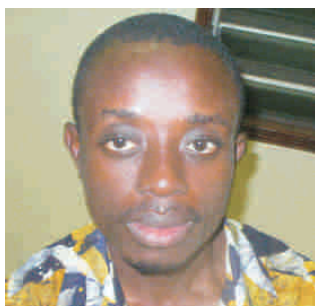
**Aimé ALI, Journaliste La Voix de la Kozah**



Il est vrai que la presse togolaise est confrontée à plusieurs problèmes qui la minent. Le plus important de ces problèmes est l'indépendance des organes de presse vis-à-vis des pouvoirs politiques et de certains mécènes. Il se pose également un problème de formation et de recyclage des professionnels des médias qui sont souvent formés sur le tas. Alors il faut que les journalistes soient de temps en temps recyclés sur

l'éthique et la déontologie de leur métier. Comme solution, il faut que l'Etat mette plus de moyens à la disposition de la presse, surtout la presse privée afin d'assurer de meilleures conditions de vie aux journalistes, ce qui peut concourir à l'éclosion d'une presse indépendante et éviter donc l'instrumentalisation des différents organes de presse à d'autres fins.■

**Paul Katassoli, Journaliste Togo Réveil**



Belle question ! La presse togolaise souffre de plusieurs maux. Mais parmi ces problèmes, deux, principalement empêchent son évolution. Elle souffre d'un manque de professionnalisme. Depuis quelque temps, on remarque qu'elle est en train de se professionnaliser mais le chemin reste encore long. Ce manque de professionnalisme fait que les journalistes, pour la plupart occasionnels minent le métier et leurs actes

portent préjudices à tous les journalistes. Secondo, la presse togolaise est une presse partisane. Aujourd'hui au Togo, on est soit journaliste de l'opposition ou du pouvoir. Ceci n'est pas mauvais en soi mais au Togo, le côté partisan est poussé à son paroxysme pour toucher l'extrémisme. Tout ceci n'arrange pas la presse dans son ensemble. Elle doit se montrer plutôt participative à la construction d'un Etat.■

**Emmanuel Vitus AGBENOUNWOSSI, Journaliste Togoportail.net**



Le plus grand problème de la presse togolaise de mon point de vue est le manque de formation qui ouvre la voie à des journalistes propagandistes qui n'écrivent que pour faire des éloges à ceux qui leur donnent à manger. L'autre problème sans doute le plus gros est le manque de moyens financiers. La presse togolaise profite du manque de moyens auxquels elle est confrontée pour dévier de sa mission première. Ce qui est à l'origine des différents

procès contre certains journaux satiriques qui n'arrivent pas à s'en sortir. La solution à la situation que vit la presse togolaise, est un appel à l'Etat à veiller à la liberté de la presse et à la protection des journalistes. Les patrons de presse doivent aussi veiller au respect de l'éthique et de la déontologie de leur métier pour éviter les pièges des hommes politiques qui ne cessent de leur jeter des appâts pour les avoir.■



## Discours du 27 avril

# Le chef de l'Etat sort des sentiers battus

Le 27 avril au soir la plupart des Togolais étaient devant leur petit écran attendant de pied ferme le message du Président de la République. Son message était d'autant plus attendu que beaucoup continuent à penser que le 31 décembre était un rendez-vous manqué. Cette fois-ci les attentes ont été comblées puisqu'en quinze minutes le Président de la République a tenu un discours musclé dans lequel il est longuement revenu sur la réconciliation nationale et en particulier la mise en œuvre des recommandations de la CVJR. Le Chef de l'Etat a placé d'emblée le citoyen face à ses responsabilités. Chose rare le Président de la République est descendu volontairement de son piédestal pour rappeler le togolais à son devoir de citoyen. En voici quelques extraits.

### Une réconciliation du fond du cœur

La réconciliation ne saurait cependant se concevoir seulement en termes de moyens matériels. Au-delà des réparations et des indemnités qui ont leur



SEM Faure Gnassingbé

importance, il s'agit d'abord et avant tout, d'une affaire de cœur. C'est au fond de nos cœurs que devront se forger les armes du Pardon et de la Réconciliation.

Nous devons tourner nos esprits et nos cœurs vers l'offensé et vers l'offenseur, prendre notre courage à deux mains et dire à l'autre : Togolais viens, bâtissons la Cité.

Les longs débats qui se sont déroulés à la CVJR ont montré que cela est réalisable. Il est possible d'élever nos regards, de transcender nos différences, de sublimer nos sentiments, pour atteindre de nouveaux horizons qui verront éclore un Togolais nouveau... affranchi du souvenir des souffrances, des

douleurs et des traumatismes de notre Histoire et prêt à aborder de nouveaux rivages où triomphent la Paix, la Justice et la Sérénité.

Il n'est pas sain de ressasser à travers le temps, les rancœurs que les uns et les autres ont connues, les adversités qu'ils ont traversées, les injustices qu'ils ont subies.

### La fin de l'Etat providence

Les temps sont révolus où les citoyens devraient tout attendre des pouvoirs publics, où l'Etat devait tout distribuer, tout réglementer, tout régler.

Le moment est venu où nous devons prendre notre destin en mains, concevoir, travailler, produire par nous-mêmes et pour nous-mêmes.

Cinquante-deux ans après l'Indépendance, on ne doit tendre les mains vers les autres que pour prendre part à l'effort collectif et non pour attendre notre salut d'autrui ou de l'extérieur.

Je vous convie Togolaises, Togolais à davantage de ténacité dans le travail, de détermination dans l'effort et de persévérance dans l'action. C'est à ce prix que la Nation se construira.

### Du respect des valeurs citoyennes

Les valeurs citoyennes de respect de la chose publique, doivent s'imposer à tous comme une ardente obligation.

Agrandir sa maison en mordant sur la voie publique, jeter des ordures et des déchets de toutes sortes dans la rue, encombrer sciemment les trottoirs qui viennent d'être rénovés, ne pas respecter les voies, les ponts, les chaussées réaménagés à grand frais, bloquer la circulation piétonne en envahissant les trottoirs, boucher les caniveaux destinés à évacuer les eaux de pluie, se faire transporter à trois ou à quatre sur une seule motocyclette, jeter les eaux

usées dans les rues sont des attitudes qu'il est urgent d'abandonner.

Nous devons revenir à des réflexes citoyens, que nous avons perdus de vue depuis quelque temps. Le respect de la chose publique est une valeur fondamentale que nous devons préserver, car le développement est à ce prix.

Une société d'ouverture et d'inclusion

La Société que nous entendons bâtir est avant tout une société d'ouverture et d'inclusion. Les hommes et les femmes qui la composent doivent bénéficier de l'égalité des chances : égalité des chances devant la loi, égalité face à l'école, égalité face à l'emploi. En toutes circonstances, le mérite doit l'emporter sur tous les autres critères.

La mise en œuvre de cet objectif est d'une importance capitale et nous devons tous consentir des efforts et des sacrifices pour sa réalisation et sa concrétisation.

De même, la société d'ouverture et d'inclusion implique aussi la solidarité : la plus forte des injustices n'est-elle pas le

(Suite à la page 5)

## Fête du 1er mai

# Les revendications sociales toujours au rendez-vous

Le 1er mai, la journée des travailleurs est célébrée partout dans le monde entier pour commémorer la journée de travail de huit heures. Les travailleurs togolais n'ont pas dérogé à cette règle. Ils ont ainsi défilé avant de se retrouver tous sur l'esplanade des Palais des Congrès de Lomé. Un nouveau cahier de charge contenant en majorité les anciennes doléances reconduites a été remis au Premier Ministre Gilbert Fossoun Houngho, qui représentait le Chef de l'Etat togolais.

Le cahier de charge de cette année a été présenté par le Secrétaire Général de la Confédération nationale des travailleurs du Togo (CNTT), Yves Palanga. Ces revendications se subdivisent en trois catégories : celles concernant la fonction publique, le parapublic et celles du privé.

Pour ce qui est des demandes de



Remise du cahier de charges au PM Gilbert Houngho

la fonction publique, elles se résument à ce qui a été retenu lors du dialogue social qui a eu lieu en 2006. Il faut noter que certaines mesures telles l'âge du départ à la retraite a été revue. Mais beaucoup restent à faire. Les agents de la Fonction publique demandent donc entre autres, l'adoption du nouveau statut général de la fonction publique, la révision de la grille indiciaire et l'intégration immédiate de tous les agents permanents de l'administration publique sans oublier les particularismes au niveau des catégories professionnelles qui réclament

des statuts particulier ça et là.

Pour ce qui est des revendications au niveau du parapublic, les syndicalistes togolais veulent l'indemnisation de tout travailleur dont l'entreprise a été fermée ou dont la nature juridique a changé. Il s'agit entre autres de l'Office togolais des Phosphates, de l'Hôtel de la Paix, du service des postes du Togo. Enfin, un accent particulier a été mis sur l'application de la convention collective interprofessionnelle et son suivi dans les entreprises pour ce qui concerne le secteur privé.

En réponse aux demandes des

travailleurs togolais, le ministre de l'Emploi et de la protection sociale, Octave Nicoué Broohm, est revenu sur certains points clés de ce cahier de charge. En occurrence il a touché du doigt l'adoption du statut général de la fonction publique. Le ministre a assuré que celle-ci sera adoptée après que les spécialistes aient travaillé là-dessus car elle comporte certaines incorrections. Au-delà de ce point, le ministre a cité pêle-mêle les efforts du gouvernement pour rendre la vie plus rose aux travailleurs togolais comme l'adoption et l'application de la nouvelle convention collective interprofessionnelle signée depuis janvier 2012, les programmes AIDE et PROVONAT. Il a promis que l'application de la convention collective interprofessionnelle dans le secteur privé sera appliquée suivant la loi en vigueur ce mois de mai 2012. Il a

conclu en affirmant que l'Etat ne ménagera aucun effort pour la satisfaction de ces doléances.

L'augmentation des salaires dans la fonction publique a de tout temps été une préoccupation pour les pouvoirs publics, tirillés entre la maîtrise des effectifs et les recrutements massifs qui demeurent des mesures sociales pour résorber le chômage. Le gouvernement togolais a toujours jeté son dévolu sur la deuxième option qui rend difficile l'application de tout projet d'augmentation de salaire. Mais les promesses qui se font ça et là augurent d'un avenir radieux pour les agents de l'Etat.

Il faut rappeler que cette journée du 1er mai a été obtenue après des luttes rudes entre les employés et les employeurs. Ce n'est pas une fête mais une journée de réflexion au-delà des réjouissances que l'on aperçoit ça et là. ■

Magloire A.

Mission de la FOGEEES dans la Région des Plateaux

## Plus de 20000 patients attendus dans 12 préfectures pour des soins et opérations gratuits

Elle a déjà fait ses preuves dans la Région des Savanes et dans la Région Maritime dans le domaine de l'assistance médicale gratuite pour des populations démunies des villages reculés du Togo. Mise sur pied par le Président de la République Faure Gnassingbé pour soigner des patients des zones rurales qui souffrent des pathologies nécessitant l'intervention des médecins spécialistes dans le domaine de la santé ainsi que de l'assistance aux écoles d'initiatives locales, la Fondation Gnassingbé Eyadéma pour l'éducation et la Santé est actuellement à pied d'œuvre pour soulager de milliers de patients dans la région des Plateaux. La Fondation dirigée par le Dr Agoda Palakina a démarré le 30 avril dernier une nouvelle mission de consultations médico-chirurgicales et de soins gratuits dans la région et qui va concerner toutes les douze préfectures de la région à savoir Agou, Klotto, Kpélé, Danyi, Wawa, Akébou, Amou, Ogou, Anié, Est-Mono,

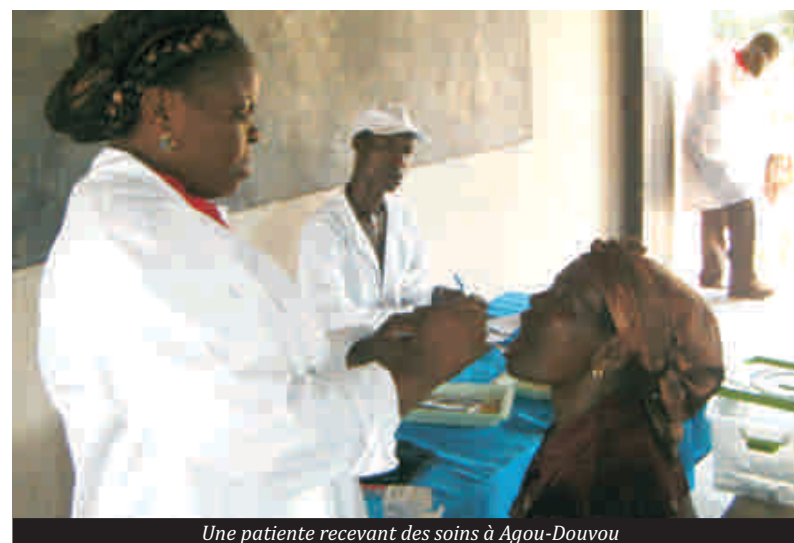
Moyen-Mono et Haho.

Cette mission prend en compte deux localités par préfecture, ce qui fait un total de vingt quatre villages à visiter. Dans toutes ces localités, les médecins de la Fondation Gnassingbé Eyadéma pour l'Education et la Santé (FOGEEES) vont consulter entre 18 mille et 20 mille patients. La FOGEEES a fait sa première escale le 30 avril dernier dans la préfecture d'Agou dans le village d'Agou-Douvou avec la phase de consultations et de distribution de médicaments pour les différents malades consultés. Cette mission de consultations médico-chirurgicales foraines et de soins gratuits accompagnés de dons de médicaments au profit des populations des différentes préfectures précitées va durer douze jours. L'équipe de la FOGEEES intervient dans cinq domaines. Il s'agit de la médecine générale, les ORL - maladies buccales et nasales, l'ophtalmologie, la chirurgie et la pharmacie.

Les populations qui ont eu

l'honneur d'accueillir cette fondation de bienfaisance n'ont pas caché leur joie et ont exprimé leur soulagement. « C'est un geste à apprécier. Chez nous ici, il n'y a pas d'argent pour se soigner. Donc l'assistance que la FOGEEES nous apporte est une bonne chose et on remercie le Chef de l'Etat pour cela. », a déclaré Amévor Agbota, Chef du village d'Adoukpo Copé, localité environnante du village d'Agou-Douvou. Les réalités de ces villages sont telles que les populations n'arrivent pas à se donner le luxe de se faire consulter par un médecin spécialiste et de s'acheter des médicaments nécessaires. Ce qui a expliqué l'engouement noté le 30 avril dernier à Agou-Douvou. Hier 1er mai, l'équipe de la FOGEEES était dans les villages de Blifou et d'Atchavé dans la préfecture de Klotto pour les mêmes consultations médico-chirurgicales et de soins gratuits accompagnés de dons de médicaments.

Ce mercredi ce sont les populations de Tutu et de



Une patiente recevant des soins à Agou-Douvou

Mamacopé dans la préfecture de Kpélé qui accueillent les médecins de la Fondation Gnassingbé Eyadéma pour l'Education et la Santé. Dans chacune des douze préfectures, les patients dont les pathologies nécessitent des interventions chirurgicales seront enregistrés et programmés pour un autre passage. Ces missions de bienfaisance initiées et soutenues par le président Faure Gnassingbé vont continuer sur le

terrain. A la fin de cette mission dans les Plateaux, la FOGEEES va entamer les opérations chirurgicales des patients enregistrés dans la Région des Savanes et celle de la région Maritime. Pour le Docteur Palakina AGODA, le Directeur Exécutif et Coordinateur des projets, la prochaine grande étape sera la poursuite du volet éducation avec l'assistance aux Ecoles d'Initiatives Locales.■

BRHOOM Kwamé

## Dossier

# Oléyia, une menace pour l'artisanat

L'artisanat occupe une place prépondérante dans l'économie de bon nombre de pays en voie de développement au sud du Sahara dont notre pays le Togo. Les artisans représentent mine de rien une proportion très importante de la population active du pays. C'est un secteur qui a un tant soit peu pris le relais de l'Etat au moment où la fonction publique n'arrivait plus à gérer tout le flot de jeunes gens qui n'arrivaient plus à se faire une place dans la vie active.

L'arrivée des taxi-motos communément appelés « oléyia » sur la scène nationale dans les années 90 plus précisément entre Novembre 92 et Août 93 pour dépanner la population face à l'absence des taxis (4 roues) a fortement chamboulé le cours normal des activités de l'artisanat. Le secteur des taxi-motos a enclenché son essor au lendemain de la grève ; profitant des licenciements de travailleurs qui ont suivi dans les services et surtout la dévaluation du franc CFA de janvier 1994. Le phénomène oléyia est devenu un moyen de juguler le chômage sans cesse croissant. La paupérisation ambiante qui régnait un peu partout a amené les artisans de tous bords à abandonner leurs ateliers ; dès fois pour faute de travail, mais dans la plupart des

cas pour appât de gain.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. En effet bon nombre d'artisans dans le souci de parer au plus pressé, ont tout simplement déserté leur lieu de travail pour aller conduire des motos-taxis. Et ces quidams n'hésitaient pas à dire à qui le voulait « au moins on ne rentrera pas brédouille à la maison » ceci pour dire qu'avec la moto on aura forcément quelque chose dans la poche pour sa famille à la fin de la journée au lieu de poirotter toute la journée dans l'atelier et rentrer le soir les poches vides. Le phénomène de taxi-moto, venu du Bénin voisin où il est connu sous le nom de Zémidjan, est très apprécié par la population de Lomé ; malgré le nombre d'accidents de la route dont sont responsables les conducteurs de taxi-moto.

Ajoutons que le phénomène oléyia n'est pas un travail au sens vrai du terme. Ce n'est pas un métier stable, qu'on peut exercer à long terme. De plus, il tue à petit feu l'artisanat du pays. En effet bon nombre de jeunes gens refusent d'entrer en apprentissage car il est plus facile de gagner sa vie en conduisant un taxi-moto. Dodji maître tailleur de son état s'insurge contre l'attitude des jeunes gens qui au lieu d'assurer leur avenir se contentent

des pécules que leur apportent les taxi-motos. Quand bien même ils acceptent d'apprendre un métier, « ils ont la tête ailleurs » et « viennent au boulot quand ils veulent » en effet certaines jeunes à l'orée du week-end disparaissent des ateliers pour aller se faire un peu de sous pour sortir avec les copains. Komlan maître mécanicien à deux roues, renchérit en s'attaquant au mode de vie de la génération actuelle. Pour lui, cette génération n'a plus le sens des valeurs. Elle ne cherche plus à s'investir dans le travail pour construire l'avenir et elle ne respecte plus rien du tout. La discipline est foulée au pied et si l'on cherche à les corriger ils partent et ne reviennent plus, après vous apprenez qu'on a vu votre apprenti sur une moto ici et là. Pour un zémidjan qui a souhaité garder l'anonymat, il est rentré dans le métier malgré lui. Il a terminé son apprentissage de tailleur fin 2009 et comme il n'avait pas trouvé les moyens pour s'installer il est devenu conducteur de taxi-moto en attendant d'économiser assez de sous pour ouvrir son atelier.

Comme l'adage le dit : c'est en forgeant qu'on devient forgeron. Malheureusement un bon nombre d'artisans laissent leurs métiers pour s'adonner au taxi-moto, sous prétexte

qu'il n'y a plus de travail. Or au même moment, bon nombre de leurs clients ne sont pas satisfaits par leur travail. Ce constat se fait plus chez les tailleurs et les mécaniciens-auto. Ces derniers ne sont jamais sur place ; ceci les amène à bâcler souvent leur travail. Parce que notre artisan passe son temps à faire du zémidjan.

Le taxi-moto bien qu'il ait pu créer dans les années 2000 plus de 61200 emplois au Togo et rapporter un revenu annuel aux propriétaires de taxi-moto à peu près 659500 FCFA selon une étude menée par la Société Togolaise d'Etude et de Développement (SOTED) n'est pas un métier que l'on doit exercer toute sa vie. Il entraîne surtout des conséquences sociales terribles sur l'artisanat à court et à long termes. L'on risque de voir certains métiers de l'artisanat ici quelques années disparaître par faute de relève. La corporation des taxis-motos aujourd'hui au Togo est très hétéroclite. En effet on a de tout dans ce corps de métier : des chômeurs, des fonctionnaires, des étudiants, des artisans et leurs apprentis etc. cette caractéristique empêche surtout ce corps de métier de s'assainir et d'évoluer.■

Wilfried Ted



## Société: Pépévi, la fleur vite fanée de Totsi

Une fille, c'est un âge, une fraîcheur qu'il ne faut pas vite abîmer. Une fille c'est pour quelques années au cours desquelles, une discipline sexuelle et comportementale devrait habituellement diriger la vie de l'adolescente qui avance vers la maturité. Une période à hauts risques au cours de laquelle, le rôle des parents et l'influence des amies et de l'entourage sont à ne pas négliger.

Nous sommes à Lomé, la capitale de notre beau pays, une ville pleine de vie et de défis divers. Nous sommes dans l'une de ces familles qui vivent entre la modestie et l'ambition légitime de voir leur situation sociale s'améliorer, notamment au cours des vieux jours des parents. Dans un sens ou dans l'autre, l'éducation des enfants, leur entretien et la capitalisation qu'on voudrait faire de leur avenir se frottent avec les réalités du terrain et la présence permanente de cette génération d'hommes de tous âges et de tous acabits qui rôdent et guettent la croissance des jeunes filles dans leurs milieux de naissance et même en dehors. Totsi est l'un des quartiers périphériques de Lomé, les nouveaux quartiers dont on n'a pas vu le niveau de développement venir. Pépévi, elle, est une petite fleur que Dieu a fait pousser dans une de ces modestes familles avec comme chef, un père fonctionnaire au ministère de travaux publics. Avec sa situation salariale moyenne, l'homme a mis à profit la labeur de ses quinze années de service pour s'offrir une petite maison qui s'est vite enfouie dans l'insolence des nouvelles constructions modernes dont les nouveaux cadres raffolent dans leur envie et besoin de se

loger décentement. Le père de Pépévi ne savait pas en s'appropriant ce lopin de terrain là bas qu'il s'aventurerait dans un environnement qui s'assimilait pratiquement à loger sa famille dans une tanière de loups.

Quand la famille de Pépévi déménagea en 2002 dans leur nouvelle maison, elle avait à peine cinq ans. Son grand frère en avait douze et leur grande sœur aînée, la première fille de la famille avait quatorze ans. La vie était paisible et l'influence des nouveaux bâtiments dont on ne connaissait que progressivement les propriétaires était jusqu'alors insoupçonnable.

La mère de Pépévi était commerçante au Grand marché de Lomé. Partie avec un petit capital au départ, ses activités n'ont pas connu la croissance souhaitée au point où les nombreuses dettes contractées lui ont causé beaucoup de soucis. Plusieurs fois, elle avait eu envie d'arrêter tout et de revenir monter une petite boutique à leur domicile à Totsi. A l'exception du dimanche, elle était toujours absente. Du retour de l'école, les deux filles et leur frère se contentaient des plats de qualité approximative que leur ont toujours présentés les nombreuses domestiques qui se sont succédés chez eux. Les meilleurs moments restaient les soirées quand toute la famille était au grand complet.

La vie dans ce nouveau quartier était calme, parfois monotone, mais en tous cas tranquille. La vie était ainsi jusqu'en 2011. Le début d'année s'est annoncée avec une histoire bizarre de grossesse de Pépévi qui n'avait que 14 ans à cette époque. Sa mère commençait à peine à

lui offrir les premières serviettes hygiéniques et les premières leçons de sexualité quand le scandale éclata. La petite Pépévi, la fille chérie de ses parents a été sauvagement battue par ses parents du fait de son obstination à ne pas révéler le nom de l'auteur du viol qui l'a conduite dans cet état. La petite était imperturbable et ne disait mot ni sur les circonstances de sa grossesse ni sur l'auteur, un type extraordinaire sur lequel nous reviendrons abondamment au cours de ce récit. Après les supplices de la bastonnade et la bravoure dont elle a fait preuve pour ne pas avouer aux parents le nom de l'auteur, le père de Pépévi en désespoir de cause s'en est vivement pris à sa femme qu'il qualifia de femme totalement absente de l'éducation des enfants. Mieux, il demanda à sa femme de régler elle-même ce problème avant dix jours. Nous étions un douze février 2011 ; Deux jours plus tard, Pépévi fait une fugue pour aller fêter la Saint Valentin avec le probable auteur de sa grossesse. Sa mère était devenue folle et n'arrêtait pas de pleurer. Son mari risquait de la répudier si elle ne retrouvait pas sa fille pendant le week end. Elle avait remercié le bon Dieu que dans son extrême énervement, ce dernier ne demandait plus après sa benjamine, il ne cherchait même pas à savoir si elle vivait ou pas. Quand il a parlé de vite trouver une solution, il s'attendait que sa femme vienne lui annoncer qu'elle avait amené leur fille chez un gynécologue pour couler la grossesse de la honte, celle dont il ne voulait pas que l'information s'ébruite jusqu'aux oreilles de ses voisins ou de ses parents. Le 16 février c'est grâce à



une amie de Grâce, la sœur aînée qu'on a pu retrouver Pépévi. A la question de savoir, où elle se cachait pendant ces trois derniers jours elle répondait par un silence comme depuis quelques jours. Alors qu'on la trouvait assommée par la bastonnade, Pépévi s'en foutait éperdument et avoua même à leur nouvelle domestique, qu'elle accoucherait car elle aimait son gars et n'entendait surtout pas se priver du plaisir de porter la grossesse de l'homme qu'elle aime. Jusque là personne ne savait que cet homme s'appelait Ahmed et qu'il était depuis plus de trois ans le soupirant officiel de sa grande sœur, celle-là que la maman et le papa surveillait dans ses déplacements et sorties pour qu'elle ne devienne pas une dévergondée. Parallèlement à la grande sœur, Ahmed avait mis le paquet pour la plus jeune, celle-là que personne ne surveillait, ni ne soupçonnait d'être déjà passée à l'acte. ■

La Suite dans le No 71 de LE LIBERAL  
Le Briscard

## Discours du 27 avril (Suite)

développement inégalitaire ?

Lorsque le plus petit nombre accapare les ressources au détriment du plus grand nombre, alors s'instaure un déséquilibre nuisible qui menace jusqu'en ses tréfonds la démocratie et le progrès.

Le renforcement de la démocratie exige le développement de l'esprit d'ouverture, l'esprit de dialogue et de concertation. Tout au long des années écoulées, nous n'avons eu de cesse de tendre une main fraternelle à tous. Dialogue après dialogue, négociation après négociation, nous œuvrons à la consolidation d'une société fondée sur l'inclusion : ne rejeter personne, coopérer avec tous pour un meilleur avenir de notre Pays.

### 2012 une année électorale

Comme vous le savez tous, 2012 est une année électorale au Togo.

Nous devons tout mettre en œuvre pour éviter les périls, les dangers et les attitudes qui obscurcissent le plus souvent nos lendemains électoraux. Des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de l'organisation des élections. Prenant en compte les observations formulées par des instances internationales, nous nous attelons à l'amélioration de notre système électoral.

Nous souhaitons à cet égard, un débat clair, sincère, dépassionné, en ayant à cœur la sauvegarde de ce qui est essentiel, l'avenir du Pays, sa stabilité et son développement. J'exhorte tous les acteurs qui sont engagés dans ce processus, à dépasser l'esprit partisan afin de consolider les bases d'une société togolaise moderne mais aussi en phase avec son histoire, sa culture et ses réalités. ■

Fab

## Vers une crise dans les transports routiers Le prochain congrès électif de l'UNATROT boudé par des délégations

Sauf changement de dernière minute, le congrès électif de l'Union Nationale des Transporteurs Routiers du Togo UNATROT doit se tenir demain 3 mai. Ce congrès permettra la mise en place d'une nouvelle équipe, l'actuel bureau dirigé depuis 10 ans par M. AGBERE Kamal est arrivé au terme de son mandat. Mais un malaise semble régner au sein de la famille des transporteurs routiers au point que certaines délégations notamment celles des savanes plateaux et maritime menacent de boycotter le prochain congrès pour des raisons liées semblerait-il à une ingérence du

ministère des transports dans le choix du futur président de l'UNATROT à en croire ces délégations frondeuses. Du côté du ministère des transports, on affirme ne pas avoir de préférence pour l'un ou l'autre candidat au poste de président, position réaffirmée lors d'une réunion avec les différentes délégations. Mais cette bonne foi du ministère ne semble pas convaincre certains délégués des autres régions à qui on aurait demandé de retirer leur candidature au profit des candidatures venant de la région de la Kara au nom d'une loi non écrite de rotation du poste de

président par région. La présidence du sortant est occupée par la région centrale.

En effet, selon les statuts du Syndicat des Transporteurs Routiers du Togo dénommé UNATROT, peut être éligible au poste de président, tout togolais agé de 40 ans révolus au jour du scrutin jouissant de ses droits civiques et disposant d'au moins quatre véhicules de transport, ayant exercé la profession pendant 10 ans au moins, n'ayant pas détourné de fonds au préjudice de l'union et sachant lire et écrire. Nous y reviendrons. ■

Fab

## Interview avec Têvi Ayikoué Sébastien, Secrétaire Général (CSTT) « Précarité ? Oui et non ! Parce que par rapport à 2005-2006, la situation s'améliore peu à peu »

**D**ans le cadre de la célébration de la fête des travailleurs ce 1er mai, occasion pour ceux-ci d'exprimer leurs besoins à l'endroit du patronat, nous avons voulu en savoir un peu plus sur les conditions de vie du travailleurs togolais aujourd'hui. A cet effet, nous avons tendu le micro au Secrétaire Général de la CSTT qui nous fait le point de la situation.

**Le Libéral :** Monsieur Têvi Ayikoé bonjour. En tant que défenseur des travailleurs, quelle est aujourd'hui la situation de vos syndiqués, travailleurs togolais ?

**Têvi Ayikoué :** Bonjour. Pour parler de la situation du travailleur togolais aujourd'hui, nous dirons sans risque de nous tromper que cette situation n'est pas rose. C'est une situation mitigée parce qu'il y a plein de choses qui avaient été demandées et qui ne sont pas encore accordées. De ce constat, le travailleur togolais vit toujours dans l'espoir que cela ira mieux demain. En ce qui concerne le vécu quotidien, nous disons que les conditions du travailleur togolais ne sont pas encore améliorées.

**Le Libéral :** Alors, est-ce que cela veut dire que le travailleur togolais vit toujours dans la précarité ?

**Têvi Ayikoué :** Précarité ? Oui et non ! Parce que par rapport à 2005-2006, la situation s'améliore peu à peu. Donc précarité au vrai sens du terme non. Mais la misère existe toujours.

**Le Libéral :** Donc devons-nous comprendre que vous saluez les efforts du gouvernement en ce qui concerne les augmentations des salaires de 6% et après de 10% ?

**Têvi Ayikoué :** Le gouvernement a fait d'abord 6% et nous n'avons pas été d'accord, on est allé à la table de négociation et cela a été revu à 10% avec une clause retro active. Je pense que cela est un premier pas. Maintenant il faudrait que le gouvernement continue les efforts pour améliorer les conditions de vie et de travail des Togolais.

**Le Libéral :** Cet acquis ajouté au relèvement du SMIG, votre satisfaction doit être totale ?

**Têvi Ayikoué :** C'est bien mais c'est à la suite de la négociation de la convention



Têvi Ayikoué, SG CSTT

collective interprofessionnelle que le SMIG ( Salaire minimal interprofessionnel garanti) a été relevé de 28 mille francs à 35 mille francs Cfa. Cela n'est pas à l'actif du gouvernement mais du patronat et des syndicats. C'est les deux qui ont négocié pour parvenir à

ce montant là. Alors nous encourageons encore nos employeurs à faire de nouveau un pas pour permettre au travailleur togolais de vivre mieux par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui.

**Le Libéral :** En tant que syndicaliste que comptez-vous faire concrètement pour l'amélioration des conditions du travailleur togolais dont vous n'êtes pas satisfait ?

**Têvi Ayikoué :** A la CSTT, nous avons axé notre politique sur la négociation, parce que sans la négociation on ne peut rien avoir. Tout doit passer par le dialogue social. Pour arriver à la protection sociale, il faut passer par le dialogue social. Pour arriver à l'amélioration de la grille salariale, c'est le dialogue social. Donc nous appelons à la négociation pour parvenir à nos fins.

**Le Libéral :** Monsieur Têvi Ayikoé merci.

**Têvi Ayikoué :** Je vous en prie.■

Réalisé par Magloire A

## L'ombre du nouveau parti UNIR plane sur le 21e Anniversaire du CAR de Me AGBOYIBO

**L**e lundi 30 Avril dernier, dans la soirée, l'Hôtel EDA OBA a servi de cadre à une conférence débat pour marquer la commémoration du 21e anniversaire de la création du Comité d'Action pour le Renouveau CAR. Cette rencontre d'échanges qui avait réuni les plus hautes sommités de la classe politique togolaise, une élite politiques venues d'horizons divers et un parterre impressionnant de journalistes a eu pour thème : « Le Déverrouillage des Institutions de la gouvernance du Togo : le Grand Défi à relever » et a été essentiellement animée par Me Agboyibo, Président d'Honneur du parti qui avait à ses côtés le Président national APEVON Dodji et le Secrétaire National Jean KISSI.

Dans un brillant exposé, Me Yaovi AGBOYIBO a d'abord défini les principaux termes qui font le thème de cette rencontre. Il a présenté les institutions de gestion (Présidence de la République, Gouvernement,

Administration,...) chargées de gérer les citoyens et les ressources du pays et les institutions de régulation qui ont pour principale fonction de contrôler et de rectifier les actions du gouvernement. Il a fait ensuite ressortir que face à l'incapacité de l'Assemblée nationale d'être un véritable organe de contrôle du gouvernement, il aurait fallu que les institutions de régulation extra parlementaires (CNDH, Cour Constitutionnelle, HAAC, Cour des Comptes, Autorité de Régulation des Marchés Publics, Conseil Supérieur de la Magistrature, CENI, ....etc) jouent leur rôle, ce qui selon l'orateur n'est pas le cas au Togo parce que le Chef de l'Etat et le Gouvernement détiendraient à eux seuls une part importante de prérogatives dans la nomination des personnalités qui animent ces institutions de régulation extra parlementaires. Après avoir rappelé son rôle en tant que seul député indépendant dans l'assemblée



Lors de la conférence débat du CAR

monolithique des années 80 dans la création de la CNDH, Me AGBOYIBO a souhaité la fin du système politique actuel qui selon lui s'apparente à un régime totalitaire qui veut tout absorber et a présenté la dissolution du RPT comme la fin d'une entité et non la fin d'un système. En guise de conclusion, l'orateur a appelé une fois encore à l'union sacrée de l'opposition d'une part pour obtenir les meilleures conditions d'organisation des prochaines législatives et d'autre part pour remporter ces

législatives afin de permettre à l'opposition de reformer les textes permettant un contrôle de l'Assemblée nationale et provoquer l'alternance au Togo. La création de UNIR a beaucoup marqué les débats et a même inspiré des visions au Président d'honneur du CAR qui dit voir une grotte vers laquelle se dirigeraient certains camarades de la lutte démocratique. Dans les débats enrichissants, les représentants des partis comme le RPT, le PRR, l'UFC, la CPP ont montré quelques insuffisances

de l'exposé notamment sur le rôle primordial que semble accorder l'orateur à l'Assemblée nationale et montré que dans la situation actuelle, la nomination des personnalités composant ces institutions de régulation par l'Assemblée nationale n'aurait pas apporté grand-chose. Plusieurs intervenants sont revenus sur le manque de dialogue entre acteurs politiques togolais et surtout la désertion du front des négociations par Me AGBOYIBO qui par le passé avait joué un rôle important dans le dénouement de plusieurs situations jusqu'à la signature de l'APG et des législatives d'Octobre 2007. Outre le grand absent qu'était l'ANC, cette rencontre caractérisée par des échanges sincères a été de l'avis de plusieurs observateurs une initiative qui mérite d'être rééditée par d'autres formations politiques, une approche qui faciliterait le dialogue.■

Schmidt EZA



## Putsch et tentative de contre putsch à Bamako Le Mali s'installe dans l'instabilité

Les Bamakois, ont encore été réveillés dans la nuit du 30 au 1er mai par le crépitement des armes. Trois jours seulement après une sortie du chef de la junte, le capitaine SANOGO pour dénoncer la période de la transition qu'il juge trop longue à son goût, et surtout l'envoi d'une force militaire projeté par la CEDEAO pour accompagner le processus de paix qui selon lui limite la souveraineté de son pays, un groupe de militaires proches du Président déchu Amadou Toumani Touré qui n'ont pas dit leur dernier mot,

ont tenté de prendre certains points névralgiques de la capitale.

Les combats entre les militaires proches de l'ancien et les éléments de la junte qui n'ont pas encore baissé d'intensité ont fait déjà une dizaine de morts autour de la radio et de la télévision.

**Les putschistes seraient-ils à leur tour en train de faire l'objet d'un autre putsch?**

Cette nouvelle escalade de la violence obère dangereusement l'avenir dans ce pays où un calme relatif commençait par naître avec le

retour au pouvoir des civils et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

On ignore pour le moment les motivations réelles de nouveaux insurgés.

**Veulent-ils sauver les accords signés sous l'égide de la CEDEAO .qui ont permis le retour des civils au pouvoir, que la bande à Sanogo s'apprête à fouler au pied?**

Difficile à dire.

En tout cas, l'équation semble désormais se compliquer pour la CEDEAO qui au-delà de la recherche d'une meilleure collaboration entre le nouveau



Le Putschiste Sanogo

pouvoir civil et la junte qui conserve une parcelle du pouvoir, devra chercher à

recoller les morceaux au sein de l'armée malienne où la fracture est perceptible depuis le coup de force du 24 mars 2012 qui a mis fin prématurément aux fonctions du Général ATT. C'est un préalable essentiel pour recouvrer l'intégrité territoriale du Mali qui est toujours mis en coupe réglée par la sécession touarègue.

On le voit, on est loin de sortir de l'auberge espagnole dans ce nouveau foyer de tension qui est né en Afrique de l'Ouest.■

Dieudonné E.

## Traduction de l'hymne national dans nos langues Un moyen de vulgarisation de valeurs républicaines



Le Comité préparatoire du lancement officiel de l'hymne national en Kabyè

Parmi les mille et une activités qui ont marqué la célébration du 52ème anniversaire de l'indépendance du Togo, on pourra retenir la présentation publique ce 28 avril dans un Hôtel de la capitale Lomé, de la version Kabyè de l'hymne national *Ɖ?-C?z?naa T?t?* traduit du français *Terre de nos Aïeux*. La traduction et l'adaptation ont été assurées par Atinedi GNASSE ancien journaliste en langue Kabyè membre de l'académie Kabyè et actuellement Responsable de Communication au Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles (SP/SIDA-IST).

Chanté pour la première fois le 27 avril 1960 lors de la proclamation de l'indépendance du Togo, l'hymne national *Terre de nos Aïeux* véhicules des valeurs républicaines méconnues par une population en grande partie analphabètes. L'idée de la traduction de l'hymne national dans nos langues pourrait contribuer à une diffusion beaucoup plus large de ces messages aux allures citoyennes. Depuis 1960 il existe une traduction en langue EWE. L'idée d'une traduction en langue Kabyè n'a germé qu'en 2007. Elle devient une réalité trois ans plus tard et sera dans l'euphorie la célébration du cinquantenaire, diffusé pour la

première fois sur la chaine mère Radio Lomé et Zéphyr une radio privée de la place.

En attendant des traductions à venir dans les autres langues du pays, on s'interroge d'ores et déjà sur le sort qui sera réservé aux versions EWE et Kabyè de l'hymne national dans un environnement dominé par le Français qui reste la langue du travail.

Pour le comité préparatoire du lancement de l'hymne national en Kabyè, l'objectif est de rendre public l'existence de cette traduction, avec possibilité d'apprentissage et d'enseignement et favoriser les contributions à l'amélioration.■

F.P

## Echos de nos préfectures Le développement de ZIO au coeur d'une journée de réflexion à Tsévié

La jeunesse de la préfecture de Zio était en journée de réflexion samedi dernier au relais de la commune de Tsévié chef lieu de la préfecture. Malgré la crise qui n'épargne aucun pays et aucune localité au monde, le besoin de développement et de lutte contre la pauvreté se ressent partout, et la préfecture de Zio n'est pas du reste.

Après les différentes crises socio politiques qu'à connu le Togo, l'heure est à présent à la réconciliation et à la reconstruction. Comment la jeunesse de Zio peut-elle parvenir à cet objectif avec le Président Faure? Telle était la grande interrogation objet de discussion entre les fils et filles du grand Zio. Il était question de donner la parole aux jeunes, recueillir les différents avis, rassembler les idées, élaborer des projets et faire un plaidoyer auprès des autorités avec pour finalité: dérouler le tapis rouge au développement pour le bonheur de tous.

Situé à environ 35 kilomètres de Lomé, Tsévié, chef-lieu de la région maritime fait partie des foyers de hautes tensions à la



Toulassi Kossi

veille des échéances électorales. Un fait déplorable qui désormais doit appartenir au passé selon le nouvel engagement pris par la jeunesse. Pour TOULASSI Kokou l'initiateur de cette journée de réflexion, les différentes appartenances politiques ne doivent pas être sources de division et de haine. Toutes les idéologies politiques qui foisonnent dans le Zio doivent converger vers un seul objectif: le développement du milieu.■

Magloire A.



## Célébration du 27 avril TOGOTELECOM s'investit dans l'humour



Des humoristes en pleine prestation

La Fête de l'Indépendance du Togo édition 2012 a été marquée par plusieurs manifestations. A côté des manifestations officielles, des événements culturels ont également caractérisé cette 52e célébration et l'un de ceux qui ont drainé le plus de monde et apporté satisfaction et distraction totales aux togolais est sans doute « L'Indépendance du Rire », un spectacle 100% humoristique organisé par Togotélécom en partenariat avec le groupe Gbadagog et qui a été placé sous le haut patronage effectif de Son Excellence, le Président FAURE Essozimna Gnassingbé. Plus de dix mille togolais avaient pris d'assaut le Stade municipale de Lomé, ce vendredi 27 Avril 2012, avec comme objectif principal de se suicider de rire. Devant les armes et le bataillons d'humoristes nationaux et internationaux qui étaient sur ce concept, les attentes n'ont pas été déçues. Sur un podium artistiquement bien décoré aux couleurs de l'Indépendance et de Togotélécom, les dieux de l'humour africain que sont Decottey, Digbeu Cravate, Bamaba Bakari de la Côte d'Ivoire, Sidiki, Fati et Souké du Burkina Faso n'ont pas fait économie de leurs talents et surtout de

leurs histoires et sketches mortels. C'était du rire non stop pour un public togolais qui ne s'est aucunement lassé de ses idoles locales. Le soldat AGBASKO, le Sergent AZOTI, FOUSSENI, HERVE, AGBOTSO MATATINA et la dizaine d'autres encore ont fait un passage remarquable avec comme fond d'humour les comportements des policiers, des femmes, des militaires et des conducteurs de taxi moto. La société togolaise dans ses activités, ses rivalités et contradictions a été peinte avec une forte dose d'humour qui a mis tout le monde d'accord. La scène finale, celle du groupe Gbadagog en collaboration avec la plupart des autres humoristes togolais a été la plus grande toile qui a présenté la société togolaise, des dirigeants aux citoyens les plus ordinaires. Des thèmes sur la citoyenneté, sur la réconciliation ont été abordés avec courage et honnêteté dans ce dernier acte de « L'Indépendance du Rire ». Un spectacle époustouflant qui a remis en orbite l'humour comme l'une des plus grosses attractions sur le plan culturel. Le 28 Avril, le haut contingent de l'humour africain a récidivé pour les populations de l'intérieur du Togo au Palais des Congrès de Kara. ■

A.KILI

## Bientôt dans les librairies « La dernière balle d'une mariée » de Sylvestre BENI

Très prochainement la littérature togolaise se verra enrichie d'une nouvelle œuvre de l'esprit. Il s'agit du chef d'œuvre, à l'eau de rose, du journaliste-écrivain Sylvestre Béni. Cet ouvrage relate la lutte souvent rude dans la vie pour s'affirmer et posséder ce qui nous tient à cœur et surtout en amour.

En effet, « La dernière balle d'une mariée » est l'histoire d'un jeune bachelier originaire d'un pays pauvre d'Afrique, obligé de continuer ses études universitaires en ville. Benjamin, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a été logé à la cité universitaire sous la tutelle d'une riche dame d'affaires de la capitale nommée Paola. Élégant, intelligent, et surtout très entreprenant, Benjamin se verra attirer des ennuis par son apparence physique, parce que convoité par toutes les femmes du monde y compris sa tutrice. Malheureusement pour elle, Benjamin est amoureux de Bertine, l'unique fille de la grande argentée avec laquelle il a d'ailleurs fait le deuil de son état de puceau. Ainsi, maman et fille tirent le drap chacune de son côté. Jusqu'au bout le lecteur est dans le suspense face à la lutte entre une fille et sa mère qui dispose de tous les moyens matériels pour conquérir le cœur de son prince. Qui aura le cœur de Ben ? C'est la réponse à découvrir à la fin de ce premier roman de Béni Sylvestre.

Né à Lomé au début des années 1980, Sylvestre Kokou BENI de nationalité togolaise a poursuivi ses études supérieures à l'Université de Lomé, notamment au département d'Allemand. Après son DEUG 2, il fera un BTS en Assurances. Passionné de la littérature grâce aux rôles d'acteurs majeurs qu'il jouait dans les English clubs et au Theater-AG (club de théâtre



allemand) depuis les cours secondaires, il est devenu accro de la littérature érotique. Cette détermination lui a valu le Prix du Jeune Acteur-culturel en anglais en 1998. Désormais gagné par le virus de la lecture et surtout des ouvrages de sensations fortes, il abandonnera les chiffres pour les lettres où il se sent beaucoup plus à l'aise. Sylvestre Kokou BENI est aujourd'hui Journaliste d'une presse écrite après ses exploits sur des chaînes togolaises, d'abord comme Animateur-Radio puis comme Présentateur-Télé.

Il faut rappeler que cet ouvrage qui sortira sous le compte des Editions Continents au Togo, est préfacé par David Kpelly, Professeur de Marketing et Communication à l'Institut de Management et de Technologie du Mali, écrivain togolais, et lauréat du Prix littéraire France-Togo 2010. ■

Magloire A.

## Dans le cadre de la journée internationale de la liberté de la presse

La presse togolaise et DBD Com présentent le T des Médias

Grande soirée de défilé de mode des journalistes pour la bonne cause

Date : Samedi 19 mai 2012 Heure : 20h Lieu : Hôtel Eda Oba

info line : 99 46 55 16 / 91 37 63 60 / 22 43 39 35

